

**AVANT-PROJET DE DIRECTIVES SUR LA SURVEILLANCE ET LE SUIVI INTÉGRÉS DE LA
RÉSISTANCE ANTIMICROBIENNE DES ALIMENTS (à l'étape 6) (Point 6 de l'ordre du jour)⁷**

89. Le président, en présentant ce point, a souligné son ambition de finaliser les directives lors de cette session malgré les défis, et a demandé la collaboration de tous les délégués pour atteindre cet objectif ambitieux. Bien qu'elles n'en soient encore qu'à l'étape 4, le président a fait remarquer que les directives avaient fait l'objet de discussions approfondies au cours des TFAMR5 et 6, lors d'un groupe de travail tenu en personne préalablement au TFAMR7 et que depuis, il y avait eu plusieurs occasions de fournir des contributions aux directives par le biais de commentaires écrits, du groupe de travail électronique (GTE), d'un webinaire et d'une réunion virtuelle du groupe de travail, au cours de laquelle cinq sessions ont été consacrées à débattre des directives. Pour faciliter les progrès, le président a indiqué qu'il avait l'intention de suivre la même approche que celle adoptée à la réunion virtuelle du groupe de travail, le président et les coprésidents du GTE présentant des propositions de révision des directives, sur la base des commentaires reçus en réponse à la lettre circulaire CL 2019/83/OCS-AMR, ainsi que la justification de ces propositions. Il a également noté que le groupe de travail examinerait toutes les directives, mais qu'il concentrerait les discussions sur les domaines où un consensus n'a pas encore été atteint. Le groupe de travail a convenu d'utiliser une série de CRD préparés par les coprésidents du GTE en réponse aux commentaires écrits comme base des discussions (CRD2 - sections 1-7 ; CRD13 et CRD14 - section 8 ; CRD11 - section 9 ; CRD15 - principes et note de bas de page, CRD16 - section 10).

90. La présidente néerlandaise du GTE, assistée de ses deux coprésidents du Canada et de Nouvelle-Zélande, a présenté les directives, soulignant les efforts considérables déployés depuis le TFAMR7 pour les faire progresser. Elle a relevé que le président et les coprésidents avaient tenté de répondre à tous les commentaires écrits reçus et qu'ils présenteront leurs propositions par le biais d'une série de CRD dans le but de parvenir à un consensus et de finaliser les directives. En outre, elle a noté que le président et les coprésidents avaient essayé d'assurer une certaine souplesse dans le texte, avaient procédé à quelques corrections rédactionnelles et à plusieurs modifications afin d'améliorer la précision technique, la clarté et la cohérence des directives. Les délégations ont exprimé leur appréciation du travail considérable effectué par la présidente et les coprésidents du groupe de travail, reconnaissant les progrès énormes réalisés et les efforts continus de la présidente et des coprésidents du GTE pour trouver un consensus sur les questions en suspens et faciliter l'achèvement des directives.

91. Au cours des discussions, la présidente en a appelé à plusieurs reprises à la collaboration et au soutien des délégations à travailler ensemble afin de pouvoir finaliser les directives lors de la présente session du TFAMR, notant qu'il s'agissait de la dernière session prévue du

⁷ CL 2019/83/OCS-AMR; CX/AMR 21/6/8; CX/AMR 21/6/8-Add.1 (Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Egypte, Union Européenne (UE), Honduras, Indonésie, Irak, Japon, Malaisie, Norvège, Paraguay, Suisse, Thaïlande, Uruguay, USA, *Consumers International*, *International Feed Industry Federation* et *International Union of food Science and Technology*); CRD2 (projet révisé de directives sur le suivi et la surveillance intégrés d'AMR d'origine alimentaire préparé par la présidente et les vice-présidents du GTE); CRD3 (Royaume Uni); CRD4 (santé animale); CRD5 (Kenya); CRD6 (Nigeria); CRD7 (Ghana); CRD8 (Philippines); CRD9 (Indonésie); CRD10 (Maroc); CRD11 (Section 9); CRD13 (Sections 8.1 à 8.3); CRD14 (Sections 8.4 à 8.6); CRD15 (Principes et notes de bas de page); CRD16 (Section 10); et CRD17 (GLIS révisé)

TFAMR et rappelant les demandes du CCEXEC et de la CAC43 de ne ménager aucun effort pour mener à bien cette tâche. En sa qualité de présidente, elle a estimé qu'il était de son devoir de faire tout son possible pour faciliter l'achèvement des travaux, y compris en prévoyant un temps de discussion supplémentaire, et elle a rappelé aux délégués qu'étant donné l'urgence de la lutte contre la RAM, il était impossible de poursuivre les discussions dans le but d'élaborer des directives parfaites. L'objectif était plutôt de trouver un consensus afin de finaliser des directives de qualité suffisantes permettant de soutenir les pays dans leurs efforts de lutte contre la RAM. Cela a été réitéré par un certain nombre de délégations qui ont noté que plus le temps consacré à se mettre d'accord sur les directives serait long, moins on aurait d'occasions réelles de s'attaquer aux véritables enjeux de l'AMR. Il a également été souligné que finaliser un document consensuel de directives au cours de la présente réunion du groupe de travail aurait plus d'impact dans la lutte contre l'AMR, alors qu'essayer d'arriver à des directives parfaites retarderait le travail. L'importance de travailler ensemble avec l'ambition partagée de s'attaquer à l'AMR pour atteindre autant que possible au cours de cette session de TFAMR a aussi été mise en exergue.

92. Lors du dernier jour des discussions, les représentants de l'OMS et de la FAO ont salué les progrès réalisés par la TFAMR⁸, ont apporté leur soutien à la présidente dans son ambition d'achever les travaux et ont exhorté les délégués à utiliser le temps restant pour mener les directives à leur terme. En outre, le représentant de l'OMS a attiré l'attention des délégués sur une déclaration⁸ du Groupe des dirigeants mondiaux sur la résistance aux antimicrobiens félicitant les efforts du TFAMR, soulignant l'importance de leurs réalisations pour promouvoir et continuer d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale fondée sur la science et encourageant le TFAMR à compléter les deux textes afin qu'ils puissent être envoyés à la CAC44 pour adoption finale.

93. Aux fins du rapport, les numéros de paragraphe reflètent ceux de la version des Directives qui a fait l'objet d'un suivi (CRD17).

Section 1- Introduction

94. La TFAMR a approuvé les paragraphes 1, 5 à 8 et 11 à 13 tels que présentés dans le document CRD2 et a également approuvé la proposition de déplacer le paragraphe 2, qui comprend une description de "l'utilisation d'antimicrobiens (UAM)", vers la section 9 des directives et a ajouté une note de bas de page au paragraphe 3 pour diriger les lecteurs des directives vers cette description dans la section 9.

95. Il a été proposé d'inclure les mots "et/ou les données sur les ventes" immédiatement après l'UAM, au paragraphe 3 et ailleurs dans les directives, par souci de clarté, car certaines délégations ont estimé qu'il y avait une confusion autour des termes "utilisation des antimicrobiens" et "données sur les ventes". D'autres ont estimé que l'UAM était suffisante, car il était largement admis qu'elle incluait également les données relatives aux ventes. À la suite de la révision de la section 9, où une nouvelle description complète de l'utilisation des antimicrobiens (UAM) a été élaborée, y compris une description de ce que représentent les

⁸ Consultable à https://cdn.who.int/media/docs/default-source/antimicrobial-resistance/amr-gcp-tjs/glg-statement-on-codex-guidelines-and-code-of-practice-en.pdf?sfvrsn=1ab899f6_11

données sur les ventes, il a été convenu qu'il n'était plus nécessaire d'inclure les mots "et/ou les données sur les ventes" au paragraphe 3 ou ailleurs dans les lignes directrices en conjonction avec le terme UAM .

96. Certaines délégations ont souligné qu'il fallait veiller à ce que les directives soient suffisamment souples pour prendre en compte les différents niveaux de capacités, d'expertise et de ressources des pays membres. Au cours des discussions, un certain nombre d'amendements ont été apportés afin de prévoir plus de flexibilité pour les membres qui appliqueraient ultérieurement les directives, notamment la suppression des crochets autour des mots "le cas échéant" au paragraphe 9 ; l'ajout du mot "ou" après "et" au paragraphe 10 selon qu'il est fait référence aux êtres humains, animaux et/ou aux plantes/cultures, et l'inclusion du mot "Idéalement" au début du paragraphe 4 afin de souligner l'objectif d'un suivi et d'une surveillance intégrés, tout en laissant une certaine flexibilité permettant l'élaboration des différentes composantes en fonction des ressources et de l'expertise disponibles.

97. Un observateur a proposé de supprimer le terme « injustifié » appliqué aux barrières commerciales au paragraphe 11, estimant qu'il s'agissait d'un terme subjectif. Cependant, un membre a rappelé que ce point avait fait l'objet de longues discussions et que des mesures visant à promouvoir la santé publique pouvaient aboutir à des barrières commerciales justifiées, et qu'il était donc important de faire la distinction entre ce type de barrières commerciales et celles qui sont injustifiées.

Section 2. Champ d'application

98. Le paragraphe 14 du champ d'application a fait l'objet de discussions approfondies sur le maintien ou non de l'UMA.

99. Les partisans du maintien de l'UAM ont fait remarquer qu'elle faisait partie intégrante d'un programme intégré de suivi et de surveillance ; que le champ d'application avait été discuté lors de sessions précédentes du TFAMR et que l'UAM avait été retenue et était conforme aux termes de référence en vue de l'élaboration des directives ; et que l'UAM était une composante de la surveillance intégrée de la RAM dans d'autres documents internationaux tels que ceux de l'AGISAR de l'OMS.

100. De leur côté, les délégations proposant de supprimer l'UAM du champ d'application ont estimé que son inclusion dans le champ d'application était incompatible avec le titre des directives ; la supprimer du champ d'application n'équivaut pas à la supprimer des directives, car son importance serait toujours abordée du point de vue des programmes nationaux de lutte contre la RAM d'origine alimentaire, mais avec un équilibre plus approprié et à l'aune des orientations de haut niveau figurant dans la section 9 et d'autres parties pertinentes du document.

101. Suite à l'accord sur la description de l'UAM à la section 9, il a été convenu de maintenir l'UAM dans le champ d'application.

102. Le TFAMR a approuvé les paragraphes 15 et 16 avec une petite modification au paragraphe 15 en remplaçant "would" par "may" pour plus de flexibilité.

103. Le TFAM08R a abordé le paragraphe 17 avec l'objectif d'assurer la clarté sur les biocides inclus ou exclus du document. Une préoccupation a été soulevée quant au fait que l'expression "Antimicrobiens utilisés comme", pour qualifier les biocides, prêter à confusion, et il a été proposé de supprimer ces termes puisque les biocides sont déjà définis dans le Codex (CXC 53/2003) et que le risque serait d'interpréter que si certains antimicrobiens sont utilisés pour ce qui est considéré comme une fonction biocide, par exemple la streptomycine, ils ne sont pas couverts par cette directive. D'autres membres ont estimé que le texte actuel était suffisamment clair et que, puisque les directives mettaient l'accent sur la résistance et l'utilisation des antimicrobiens, il était logique de se concentrer ici sur les biocides utilisés comme antimicrobiens, sachant que la description des biocides était très large. Il a également été envisagé de remplacer "antimicrobiens" par "agents antimicrobiens", qui, contrairement aux "antimicrobiens", sont définis dans les directives, mais cette proposition n'a pas fait l'objet d'un accord. Comme il y avait un accord général avec le texte original, incluant "Antimicrobiens" plutôt que "Agent antimicrobien" qui avait une définition spécifique dans le contexte de cette directive, le TFAMR a accepté de conserver la terminologie "Antimicrobiens utilisés comme biocides....." dans le paragraphe.

Section 3. Définitions

104. Aucune modification n'a été apportée aux définitions telles que présentées dans le document de séance CRD2, mais il a été demandé de veiller à ce que les définitions communes soient alignées sur les définitions du COP.

Section 4. Principes

105. Le TFAMR a approuvé les principes 2, 3, 5, 7 et 8 tels que présentés dans CRD2.

Principe 1

106. Certaines délégations ont exprimé des préoccupations concernant la formulation proposée pour le principe 1, notant qu'elle ne reconnaissait pas la nature plus large de l'approche "Une seule santé" et qu'il était important d'assurer une certaine souplesse pour ceux qui ne pouvaient pas immédiatement appliquer une approche "Une seule santé" au suivi et à la surveillance. D'autres ont noté qu'il était important de maintenir le lien avec l'approche "Une seule santé", qui est largement reconnue comme essentielle pour aborder les questions transversales telles que la RAM.

107. En tenant compte des différents points de vue, le président et les coprésidents du GTE ont fait la nouvelle proposition suivante : "Une approche unique de la santé devrait être appliquée chaque fois que cela est possible et applicable lors de la mise en place de programmes de suivi et de surveillance de la RAM d'origine alimentaire ; contribuer à la composante de sécurité alimentaire d'une telle approche", ce qui a été accepté. Considérant qu'elle offre une certaine souplesse tout en tenant compte de l'approche "Une seule santé" et reconnaissant que le suivi et la surveillance de la RAM d'origine alimentaire ne sont qu'une

partie d'une approche "Une seule santé" plus large, le TFAMR a approuvé cette révision du principe 1.

Principe 6

108. Certaines délégations étaient d'avis que le principe 6 n'était pas compatible avec la section 6.1 de la CXL 77/2011 et ont proposé de remplacer "questions de RAM d'origine alimentaire" par "questions de sécurité alimentaire liées à la RAM" et la description qui en est faite. D'autres ont noté que CXL 77/2011 se référait largement à la RAM d'origine alimentaire et qu'il n'y avait donc pas d'incohérence, et que se référer aux questions de sécurité alimentaire liées à la RAM pourrait être prématuré puisque le suivi et la surveillance sont essentiels pour identifier ces questions.

109. À titre de compromis, le principe a été révisé afin de couvrir à la fois les questions de RAM d'origine alimentaire et/ou les questions de sécurité alimentaire liées à la RAM. De plus, une référence à la prise en compte des priorités nationales a été faite à la fin du texte sur ce principe, afin de souligner la réalité du terrain à l'échelle nationale.

Principe 9

110. Le TFAMR a longuement abordé la question de savoir si le concept de partage des données devait être supprimé du principe 9. La présidente du GTE a rappelé que cette question avait fait l'objet de nombreux commentaires et débats et que le texte proposé était un compromis découlant des préoccupations précédemment soulevées, notant que la version actuelle avait été adoucie par l'expression "faciliter le partage des données" et ne présumait d'aucune obligation de partager les données.

111. Les délégations ayant proposé de supprimer la référence au partage des données ont noté que ce concept ne devrait pas être inclus dans les textes du Codex, car il appartient aux pays de décider s'ils veulent ou non partager des données.

112. Ceux qui étaient en faveur du maintien de ce concept ont rappelé que dans le projet initial, le document indiquait que l'objectif des directives faisait référence à la facilitation de "...l'échange et l'analyse multisectoriels de données provenant de différents domaines, pays et régions..." et que la suppression du concept de partage des données serait incompatible avec l'objectif convenu du document. Conformément au document de projet original, le TFAMR a accepté de remplacer le partage des données par "l'échange multisectoriel et l'analyse des données". En outre, le TFAMR a accepté de conserver la référence aux priorités nationales dans le principe et de remplacer "strive" par "aim" au début de l'énoncé du principe pour améliorer la flexibilité ; et de conserver le concept de comparabilité des données qui a été considéré comme important en tant que base de tout échange et analyse de données.

Section 5 Approche fondée sur le risque

113. Le TFAMR a accepté le texte tel que proposé dans CRD2, y compris la suppression du paragraphe 24.

Section 6 Cadre réglementaire, politique et rôles.

114. Le TFAMR est d'accord avec les paragraphes 25, 26 et 28 tels que proposés dans CRD2. L'évaluation et la gestion des risques ont été remplacées par le terme analyse des risques à la fin du paragraphe 27 pour des raisons d'exhaustivité. Comme lors des discussions sur le principe 9, des préoccupations relatives à la référence au partage des données dans ce paragraphe ont été exprimées. La FAO et l'OIE ont informé le TFAMR que, bien qu'elles encouragent les pays à partager leurs données, il leur appartient de décider de la faire ou non ; néanmoins, les outils mis au point au niveau international pourraient faciliter la collecte, l'analyse et la gestion des données au niveau local. Certaines délégations ont également souligné l'importance d'encourager le partage des données et ont noté que la formulation de l'alinéa offrait une grande souplesse. Il n'y a pas eu d'accord pour conserver la référence au partage des données, car cela pourrait être perçu comme des données brutes non analysées. À titre de compromis, le TFAMR a fait référence au partage des résultats du contrôle et de la surveillance avec les organisations internationales sur une base volontaire.

Section 7. Activités préliminaires pour la mise en œuvre d'un ou de plusieurs programmes intégrés de suivi et de surveillance de la RAM d'origine alimentaire

115. Le TFAMR a approuvé les paragraphes 29 et 29bis tels que présentés dans le document CRD2, en supprimant le mot "peut" au paragraphe 29 afin de reconnaître que les études pilotes fournissent des informations précieuses pour la conception de programmes de suivi et de surveillance.

116. Plusieurs points de vue ont été exprimés sur le paragraphe 29ter et la figure 1, certaines délégations notant qu'ils donnaient une vue d'ensemble des directives et relevant le lien à d'autres textes du Codex sur la RAM (CXG 77-2011 et CXC 61-2005), ce qui ajoute ainsi de la valeur aux directives et facilite leur application et leur utilisation. D'autres délégations ont estimé que la figure pourrait entraîner une confusion dans l'application des directives. La question de savoir si la figure pouvait être mise à disposition dans une annexe ou dans un document distinct sur la page web du Codex a aussi été posée, mais ces approches n'ont pas été soutenues par certaines délégations, dans la mesure où le contenu de la figure n'avait été ni discuté, ni approuvé. La présidente du GTE a précisé que la figure avait été modifiée en tenant compte des commentaires écrits reçus. Afin de pouvoir finaliser les directives, le TFAMR a finalement accepté de supprimer le paragraphe 29ter et la figure 1, bien que les délégations qui étaient en faveur de leur maintien aient exprimé leur déception de les voir exclus.

117. Le TFAMR a accepté les paragraphes 30 à 35 et 38 à 41 tels que proposés dans CRD2 avec des modifications rédactionnelles aux paragraphes 32 et 40. Le paragraphe 36 a été révisé en mettant l'expansion avant l'intégration car il a été considéré que dans de nombreux pays, les activités de contrôle et de surveillance devaient être étendues avant de pouvoir être intégrées. Bien que certaines préoccupations aient été exprimées quant à la flexibilité du paragraphe 37, la présidente a noté que l'inclusion de "considérer" offrait une flexibilité suffisante et le paragraphe a donc été approuvé tel que proposé, à l'exception du remplacement de "peut" par "pourrait" dans la dernière phrase.

Section 8. Composante du ou des programmes intégrés de suivi et de surveillance de la RAM

118. Le TFAMR a accepté les paragraphes 41bis à 43 tels que présentés dans le CRD13 avec un amendement au paragraphe 43 en réponse à certaines délégations qui demandaient plus de flexibilité et quelques modifications de langage pour plus de clarté.

Section 8.1 Plan d'échantillonnage

119. Le TFAMR est d'accord avec le texte tel que proposé dans CRD13.

Section 8.2 Plans d'échantillonnage

120. Le TFAMR a approuvé le texte tel que proposé dans le document CRD13 avec l'inclusion d'un alinéa supplémentaire au paragraphe 48, pour traiter des possibilités de collecter des métadonnées, et la suppression de "biosécurité" dans le même paragraphe. Bien qu'une délégation ait exprimé son soutien au maintien de "biosécurité" pour des raisons d'exhaustivité et d'exactitude au regard des procédures de laboratoire opérationnelles standard, d'autres ont exprimé leur préoccupation car "biosécurité" pouvait avoir des significations multiples, qui différaient souvent d'un pays à l'autre, et que sa signification dans le contexte des directives ne serait pas claire.

Section 8.3 Sources des échantillons

121. Le TFAMR a approuvé le texte tel que proposé pour les paragraphes 51 et 52. Ce faisant, le Groupe spécial a examiné une préoccupation soulevée concernant l'inclusion du terme "scientifiquement pertinent" au paragraphe 51, qui indique que son inclusion pourrait limiter la prise en compte des différentes voies d'exposition indirecte aux aliments envisagées par les pays. D'autres intervenants ont souligné que le Codex avait pour objectif d'être fondé sur la science et que, s'agissant d'une directive, il convenait de fournir des orientations permettant d'orienter l'utilisateur vers les domaines où il obtiendrait un investissement optimal. Par conséquent, le terme "scientifiquement pertinent" a été retenu ici et ailleurs dans les directives.

122. Le TFAMR a longuement débattu du paragraphe 53 et a généralement soutenu les propositions faites dans CRD13. En réponse à une question soulevée sur la duplication potentielle avec le texte de l'OIE, il a été clarifié que les textes du Codex étaient destinés à être des documents autonomes conformément au mandat du Codex ; il doit y avoir une cohérence avec d'autres normes internationales pertinentes, telles que celles de l'OIE ; d'éventuels chevauchements sont inévitables mais il ne doit pas y avoir de risque de contradictions qui pourraient avoir un impact sur l'application des textes. Le TFAMR a apporté plusieurs autres révisions au paragraphe, notamment :

- La suppression de la stabulation comme point d'échantillonnage possible car elle n'a pas été considérée comme une priorité pour l'échantillonnage et le terme risque de ne pas être bien compris ;

- La suppression de la référence aux sources alimentaires produites localement et importées pour des raisons de cohérence avec la CdP, car la CdP ne fait pas de distinction entre ces sources alimentaires ; Cependant, certaines préoccupations ont été exprimées au sujet de cette suppression, car la distinction peut être pertinente, notamment à des fins d'intégration et pour garantir que les orientations restent également pertinentes pour les pays fortement dépendants des aliments importés. La présidente du GTE a également noté que l'objectif de cette distinction était différent de celui de la CdP, car elle permettrait à un pays de mieux distinguer la source de la RAM, facilitant ainsi l'utilisation des données.
- Le remplacement des produits d'origine animale et des fruits et légumes par des produits alimentaires afin d'améliorer la clarté sur le type d'échantillons pouvant être prélevés. Une préoccupation s'est faite jour quant au fait que l'utilisation du terme "produit brut" était trop large pour les directives, mais il a été noté qu'il y avait un lien suffisant avec les aliments pour éviter tout malentendu à cet égard.

123. Une discussion sur le remplacement de "espèces" par "sources" dans le chapeau du paragraphe 53 a conduit à conserver le texte original, car il a été considéré que l'introduction de "sources" changeait le sens de la phrase et conduisait à une trop grande ambiguïté sur le type d'échantillons à collecter. Il y a également eu des propositions visant à supprimer "aliments pour animaux", en plus des ingrédients des aliments pour animaux, ce qui avait déjà été proposé dans le CRD13, comme exemple de ce qui pourrait être échantillonné au niveau de l'exploitation, et un observateur s'est inquiété de la suppression de la note de bas de page sur les aliments pour animaux, notant que l'échantillonnage des aliments pour animaux au niveau de l'exploitation n'était pas nécessairement représentatif des aliments pour animaux en raison du risque de contamination croisée. D'autres ont souligné l'importance de faire directement référence aux aliments pour animaux en tant que partie importante de la chaîne alimentaire et la présidente du GTE a noté qu'une note de bas de page suggérant que la contamination croisée ne concernait que les aliments pour animaux était inexacte et pouvait être trompeuse.

Section 8.4 Micro-organismes cibles et déterminants de la résistance

124. Le TFAMR a approuvé le texte tel que proposé dans le document CRD14.

Section 8.5 Laboratoires

125. Le TFAMR est d'accord avec le texte tel que proposé dans le CRD14.

Section 8.6 Essais de sensibilité aux antimicrobiens

Section 8.6.1. Méthodes et critères interprétatifs

126. Certaines délégations se sont inquiétées de l'inclusion des méthodes génotypiques au paragraphe 61, étant donné qu'il n'existe actuellement aucune norme validée au niveau international pour les méthodes génotypiques ; elles ont donc proposé de supprimer ces

méthodes de ce paragraphe. D'autres ont estimé que les méthodes génotypiques étaient déjà utilisées et que des normes validées au niveau international étaient également en cours d'élaboration, de sorte que leur inclusion garantissait que les directives ne seraient pas rapidement dépassées.

127. En guise de compromis, il a été convenu de supprimer la référence aux méthodes phénotypiques et génotypiques dans le paragraphe et de se concentrer sur l'importance d'utiliser des méthodes normalisées et validées. Cela a également permis une flexibilité maximale pour l'avenir, en notant que le développement de méthodes peut aller au-delà du phénotypique et du génotypique, mais que les orientations générales concernant la normalisation et la validation restent les mêmes. En raison de la nature plus générique de la phrase après sa révision, elle a également été déplacée au-dessus du sous-titre 8.6.1.

128. Une délégation s'est dite préoccupée par l'utilisation du terme "systématiquement" au paragraphe 64, notant qu'il n'est pas toujours nécessaire ou possible d'appliquer les tableaux EUCAST ou les normes CSLI, étant donné que d'autres normes appropriées peuvent également exister ou être développées à l'avenir ou qu'il peut y avoir une lacune dans les normes EUCAST ou CSLI. Le président a rappelé la flexibilité déjà prévue dans le paragraphe, notamment par la dernière phrase, et aucune autre modification n'a donc été apportée au texte.

129. Les autres paragraphes de la section ont été approuvés tels que proposés dans le CRD14.

Section 8.6.2 Le panel d'antimicrobiens pour les tests de susceptibilité

130. Le TFAMR a accepté le texte tel que proposé dans CRD14 pour les paragraphes 68 et 69 et a inclus un amendement au paragraphe 70 pour améliorer la souplesse de la disposition.

131. Une proposition visant à inclure une référence aux antimicrobiens importants pour la santé animale dans le contexte de la hiérarchisation des antimicrobiens à tester au paragraphe 71 a été examinée. Les avis étaient partagés à ce sujet, certains notant que dans le contexte national, cela peut être une considération importante, tandis que d'autres se sont inquiétés de l'élargissement des considérations pour l'établissement des priorités des antimicrobiens à tester. Considérant que le champ d'application du Codex était la protection des consommateurs plutôt que la santé animale et notant que l'objectif du paragraphe était de promouvoir l'utilisation des listes existantes telles que celles des antimicrobiens d'importance médicale pour la santé humaine, il a été convenu de le conserver tel que proposé dans le CRD14. En outre, la dernière phrase a été modifiée pour plus de clarté.

Section 8.6.3 Plages de concentration des antimicrobiens

132. Le TFAMR a accepté le texte tel que proposé dans le CRD14.

Section 8.6.4 Tests moléculaires

133. Le TFAMR a approuvé le texte tel que proposé dans le CRD14 et a déplacé le paragraphe 76 immédiatement après le paragraphe 73 pour en améliorer la fluidité, et a ajouté les

"déterminants de la résistance aux antimicrobiens" comme exemple supplémentaire au paragraphe 77 pour apporter plus de clarté.

Section 8.7 Collecte et communication des données sur la résistance

134. Le TFAMR a approuvé le texte tel que proposé dans le document CRD14 avec quelques modifications, notamment la suppression du mot "comment" au point b du paragraphe 78, car il a été considéré comme faisant double emploi avec le point a, et en réorganisant la formulation au paragraphe 81 pour plus de clarté.

Section 9 Composantes du ou des programmes de suivi et de surveillance intégrés de l'UAM

135. Ayant convenu de déplacer la description de l'UAM de l'introduction à la section 9, le TFAMR a examiné la description existante et a considéré une nouvelle proposition d'un membre, qui a indiqué que l'objectif était de la rendre plus précise quant aux données d'utilisation et/ou de vente, d'accroître la clarté pour les parties prenantes concernées, de s'assurer qu'elle n'entre pas en conflit avec l'OIE, tout en conservant une flexibilité sur le plan phytosanitaire. La nouvelle proposition a reçu un soutien général, même si elle soulève la question de l'utilisation de l'abréviation AMU et de sa signification réelle : "utilisation d'antimicrobiens" ou "antimicrobiens destinés à être utilisés". Une proposition a été faite de supprimer le terme AMU de la description et, in fine, des directives, afin d'éviter la confusion que ce terme susciterait. D'autres ont fait remarquer que l'UAM était un terme largement utilisé et compris par les organisations internationales ainsi que par de nombreux pays et que, dans ce contexte, il serait opportun de le conserver. Le TFAMR a accepté la nouvelle description de l'UMA et de conserver l'abréviation UMA dans la description.

136. Bien qu'une délégation ait continué à exprimer des préoccupations concernant l'utilisation de l'abréviation AMU, elle a proposé, à titre de compromis, un texte supplémentaire pour clarifier la différence entre les données de vente et les données d'utilisation, ainsi qu'un exemple illustrant cette distinction. La phrase de clarification proposée, avec l'ajout d'une référence aux plantes/cultures, a reçu un soutien général. Des préoccupations ont toutefois été exprimées concernant l'exemple proposé, considéré par certaines délégations comme un exemple de mauvaise pratique. Le TFAMR a accepté d'inclure la phrase de clarification proposée sur les données relatives aux ventes d'antimicrobiens et de supprimer l'exemple. Avec cet ajout, la description révisée de l'UAM a été approuvée.

137. Le TFAMR a accepté les paragraphes restants de la section tels que proposés dans le CRD11, avec la suppression de "données sur les ventes/utilisation" dans le paragraphe 81quater, notant que la description révisée de l'UAM dans cette section signifie que ce texte n'est plus nécessaire.

Section 9.1 Conception d'un (de) programme(s) intégré(s) de suivi et de surveillance des agents antimicrobiens destinés à être utilisés chez les animaux ou les plantes/cultures destinés à l'alimentation

138. Compte tenu des difficultés rencontrées et des ressources nécessaires pour recueillir les données de l'UAM au niveau de l'exploitation, le paragraphe 84 a été révisé afin de tenir compte de ces difficultés et offrir plus de clarté et de souplesse à l'utilisateur final des directives. En outre, le terme "ou" a été ajouté aux points c et e du paragraphe 86 afin d'offrir une plus grande flexibilité en fonction des capacités/ressources disponibles au niveau national.

139. Il a été demandé de fournir des éclaircissements quant à la signification des unités de mesure et des indicateurs au paragraphe 85 et il a été convenu d'ajouter une note de bas de page pour fournir des explications supplémentaires sur ces termes, dont l'une a été proposée par les coprésidents du GTE et présentée dans le CRD15. La nécessité d'une plus grande flexibilité afin que les pays ne soient pas toujours obligés d'appliquer à la fois les unités de mesure et les indicateurs et de reconnaître que dans certains cas, des approches qualitatives peuvent être utilisées, a été discutée. Certaines délégations ont noté que la note de bas de page ne répondait pas suffisamment aux préoccupations concernant la clarté et la flexibilité. L'aspect des approches qualitatives a donc été inclus ultérieurement dans la section 9. L'option consistant à ne pas exiger l'utilisation à la fois d'unités de mesure et d'indicateurs a été saisie en insérant "et/ou" entre ces deux termes, offrant ainsi la flexibilité demandée.

140. Le TFAMR a approuvé les autres paragraphes de la section tels que proposés dans le CRD11.

Section 9.2 Sources des données de vente/utilisation

141. Le TFAMR a accepté de changer le titre en "Sources des données AMU" pour refléter la révision effectuée à la description de l'AMU et a accepté le texte du paragraphe tel que proposé dans CRD11.

Section 9.3 Collecte et déclaration de l'UAM

142. Certaines délégations ont exprimé des préoccupations concernant l'utilisation du numérateur et du dénominateur dans cette section, et les défis auxquels les utilisateurs des directives peuvent être confrontés en essayant de comprendre ces termes. Plusieurs suggestions ont été faites pour répondre à ces préoccupations par l'inclusion d'un chapeau introductif ou d'une note de bas de page explicative. Lors de l'examen de la note de bas de page proposée telle que présentée dans le document CRD15, des inquiétudes ont été exprimées sur la nécessité d'une plus grande flexibilité pour les pays qui n'ont pas encore entamé la collecte des données sur l'UAM. Les délégations concernées ont noté qu'il était essentiel que la section soit suffisamment souple pour prendre en compte les données qualitatives et quantitatives. D'autres délégations, qui ont soutenu le texte existant, ont noté que l'incorporation d'options qualitatives réduisait la précision technique de la section et que ce que l'on entendait par données qualitatives n'était pas clair. Dans un esprit de compromis, le paragraphe 90 a été révisé pour inclure la possibilité que le numérateur soit de nature qualitative ou quantitative. Un exemple de numérateur qualitatif a été inclus pour plus de clarté. Une flexibilité supplémentaire a été introduite au paragraphe 92 pour reconnaître qu'il n'est pas toujours possible d'utiliser un dénominateur, notamment dans le cas de la collecte de données qualitatives.

143. Dans le but d'accroître encore la flexibilité, il a été fait référence à la pertinence de la production alimentaire dans un pays au paragraphe 92. Le TFAMR a approuvé les autres paragraphes de la section tels que proposés dans le CRD11.

Section 10 Analyse intégrée et communication des résultats

144. Le TFAMR est d'accord avec les changements proposés dans le CRD16 avec quelques amendements aux paragraphes 99, 101 105 et 107 pour augmenter la flexibilité des dispositions.

Section 11 Évaluation du ou des programmes de suivi et de surveillance intégrés

145. Le TFARM8 approuve le texte de cette section tel qu'il est présenté dans le document CX/AMR 21/6/8, avec quelques petites modifications pour en améliorer la clarté.

Section 12 Formation et renforcement des capacités

146. Le TFAMR approuve le texte de cette section tel qu'il est présenté dans le document CX/AMR 21/6/8, moyennant quelques modifications mineures, notamment l'ajout de "sur les différents aspects du ou des programmes de suivi et de surveillance" au paragraphe 118 pour plus de clarté. Une proposition visant à combiner les paragraphes 117 et 118 a été rejetée, étant donné que les niveaux et la priorité de la formation pour les autorités nationales par rapport aux parties prenantes peuvent varier considérablement et que les paragraphes séparés ont donc été conservés en reconnaissance de ces différences.

Statut des lignes directrices

147. Le TFAMR a convenu qu'il avait terminé ses travaux sur l'élaboration des lignes directrices sur le suivi et la surveillance intégrés de la RAM d'origine alimentaire et qu'il n'y avait pas de questions en suspens à aborder.

Conclusion

148. Le TFAMR a convenu de transmettre les lignes directrices sur le suivi et la surveillance intégrés de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire à la CAC44 pour adoption finale à l'étape 5/8 avec omission des étapes 6 et 7 (Annexe III).